



Institute for
Sustainable
Futures

**Erasmus
University
Rotterdam**



EEB
European
Environmental
Bureau



LUND UNIVERSITY

Garde-robe bien-être : Une économie du bien-être pour le secteur de la mode et du textile

Rapport de synthèse : Rédigé pour le Bureau européen de l'environnement
par UTS Institute for Sustainable Futures, Centre for Innovation Research (CIRCLE) à l'Université de Lund et l'Université Erasmus de Rotterdam

Mars 2022

Sommaire : La garde-robe bien-être

Les vêtements sont un élément essentiel de notre vie quotidienne. Chaque jour, nous portons des vêtements pour pouvoir vivre et fonctionner dans la société, et le choix de ce que nous portons a toujours été un marqueur culturel important de notre identité. Cependant, à l'ère post-industrielle, les choix que nous faisons en matière d'habillement ont un impact direct sur notre environnement, ce qui nous oblige à confronter la réalité : le secteur de la mode et du textile est devenu l'une des industries les moins durables au monde.

Il est impératif de s'engager sur une nouvelle voie.

L'économie du bien-être – un concept générique qui englobe plusieurs modèles économiques alternatifs à la croissance, notamment la décroissance, la post-croissance et l'économie stationnaire – a été proposée comme un moyen de réorienter notre mode de vie vers la recherche du bien-être humain et écologique plutôt que de la croissance économique.

Le secteur de la mode et du textile fournit un parfait de l'urgente nécessité de rechercher des alternatives économiques. La mode est l'un des secteurs les moins durables au monde, si l'on se réfère aux critères de durabilité environnementale et sociale. La croissance rapide du secteur au cours des dernières décennies a été rendue possible par l'avènement de la « fast fashion », la mondialisation des chaînes d'approvisionnement et une augmentation massive de la consommation de vêtements.

La transition vers un secteur de la mode et de l'habillement correspondant à un modèle de post-croissance nécessitera des réformes de grande envergure et une reconceptualisation générale des rôles et des responsabilités. La future stratégie de l'Union européenne (UE) concernant le textile – ou « Textile Strategy » – offre l'opportunité de se lancer sur cette voie. L'objectif de ce rapport de recherche est d'envisager une nouvelle direction pour le secteur de la mode et du textile dans l'UE et de proposer des recommandations concernant les politiques et ainsi relever les niveaux d'ambition de la Textile Strategy de l'UE.

Nous avons rassemblé deux entités bibliographiques distinctes – l'économie du bien-être et la durabilité de la mode – pour y rechercher des recoupements. L'objectif est d'identifier un terrain d'entente pour mener des discussions et établir des pratiques visant à élaborer de nouvelles politiques. Le but de ces politiques serait de nous guider vers un avenir de la mode éthique et durable qui soutienne les moyens de subsistance et respecte la dignité de tous ceux qui fabriquent des vêtements. Telle est la vision de cette « garde-robe bien-être » (Wellbeing Wardrobe).

L'économie du bien-être

Les mesures classiques de la santé de l'économie d'une nation – comme le PIB (produit intérieur brut), les taux d'emploi et l'inflation – se concentrent uniquement sur la croissance. Pourtant, il est de plus en plus évident que le paradigme économique actuel n'est pas durable et qu'il est à l'origine du changement climatique, d'une perte de biodiversité et d'une dégradation de l'environnement. Un large pourcentage de la population mondiale ne dispose pas de moyens de subsistance stables, d'une alimentation adéquate ou d'un accès à l'éducation, au logement et aux soins de santé. Il existe des preuves substantielles que les économies et les sociétés fondées sur la croissance et la consommation n'ont pas conduit à des niveaux accrus de bonheur ou de bien-être humain.

L'approche de l'économie du bien-être s'articule autour d'une réduction planifiée de l'utilisation de l'énergie et des ressources afin de remettre l'activité économique en phase avec la santé environnementale et le bien-être humain. Le bien-être peut être défini de différentes manières. Plus largement, il s'agit de la capacité de l'humain à satisfaire ses besoins tout en respectant l'équilibre de la planète et en préservant les droits des générations futures. Le bien-être humain dépend de la satisfaction des besoins physiques (tels que la nourriture, l'eau, le logement, les soins de santé et l'éducation) ainsi que de besoins émotionnels et psychologiques (tels que des relations constructives et un travail utile, un sentiment d'identité, des communautés prospères et la capacité de participer à la vie sociale et politique).

L'économie du bien-être est définie par plusieurs objectifs primordiaux :

- réduire l'impact environnemental des activités humaines par la réduction de la consommation de matériaux et d'énergie et par des économies plus localisées ;
- soutenir une répartition plus équitable des revenus, tant à l'intérieur des pays qu'au niveau international, en utilisant des méthodes telles que la redistribution des revenus, le revenu de base universel, les systèmes d'échange non monétaires et les nouveaux modes de propriété ;
- favoriser la transition de sociétés fondées sur la consommation matérielle vers des sociétés plus participatives et orientées vers la communauté, grâce à des innovations telles que des semaines de travail plus courtes, une limitation de la publicité et des moyens plus humains de reconnaître le travail non rémunéré et/ou informel ;
- encourager la simplicité et une moindre échelle en promouvant des formes alternatives d'échange économique, notamment des approches locales, communautaires et réciproques (plutôt qu'un fonctionnement basé sur des échanges monétaires). Ces échanges reconnaîtraient la valeur de la collaboration, du partage, du recyclage, de l'upcycling et de l'effacement des frontières entre consommateurs et producteurs.

Cette transition vers un modèle de post-croissance dépendra des actions de nombreuses parties prenantes et nécessitera de nouveaux mécanismes de prise de décision délibérative et participative. Nous aurons besoin d'approches à la fois basiques et hiérarchiques pour réduire les activités non durables et développer les activités qui contribuent au bien-être.

Il est également crucial d'examiner les conditions et conséquences différentes que ces changements pourraient avoir sur le Nord et le Sud de la planète. Dans le Nord, les objectifs de l'économie du bien-être pourraient se concentrer sur la post-croissance et la réduction du matérialisme, alors que dans le Sud, l'accent serait mis sur une forme de développement non fondé sur la croissance ou sur la nécessité pour le Sud de « rattraper » le Nord. Nous devons également prêter attention aux impacts et aux perturbations à court terme sur l'emploi et les moyens de subsistance dans les chaînes d'approvisionnement mondiales au fur et à mesure que ces changements seraient instaurés.



L'économie du bien-être et l'industrie de la mode

Bon nombre des initiatives actuelles en matière de durabilité dans l'industrie de la mode sont fondées sur une approche de « croissance verte » qui continue de placer les opportunités économiques avant les préoccupations environnementales. Au cœur de bon nombre de ces modèles d'entreprise se trouvent des initiatives louables mais qui ne bouleversent pas fondamentalement l'industrie, comme le passage à des fibres et des textiles durables, l'offre d'options éthiques aux consommateurs ou l'introduction de systèmes de certification et d'étiquetage « verts ».

Ces changements ne permettent pas au secteur de la mode et du textile de réduire de manière significative le débit de matières et l'élimination inutile des vêtements et des textiles, ce qui entraîne une augmentation des contributions aux émissions mondiales de carbone, à l'utilisation des ressources naturelles et à la perte de biodiversité. Certains experts renommés estiment qu'une réduction de 75 à 95 % de l'utilisation des ressources (par rapport aux niveaux actuels) est nécessaire pour que l'industrie de la mode atteigne les objectifs climatiques imminents.

Ces défis de durabilité environnementale et sociale auxquels l'industrie est confrontée ont donné lieu à un nombre croissant de recherches sur les alternatives durables en matière de mode, à savoir des concepts qui ré-imaginent et restructurent véritablement le mode de fonctionnement du secteur, notamment la mode lente, écologique, verte, équitable, éthique et circulaire. La mode et les textiles durables peuvent être définis de manière générale comme des produits, des actions et des pratiques de mode qui sont à la fois écologiquement et socialement durables.

Ce rapport identifie les principes directeurs suivants pour un secteur de la mode et du textile durable et prospère :

1. **Mise en place de limites** : L'approche de l'économie du bien-être fixe des limites à l'utilisation et à la consommation des ressources et montre aux gens comment ils peuvent continuer à bien vivre tout en respectant ces limites. Parmi les exemples d'activités visant à fixer des limites dans l'industrie de la mode, citons la « slow fashion » (mode lente), les corridors de suffisance ou de consommation (qui quantifient le nombre de vêtements que l'on devrait avoir) et l'attention accrue portée à la réparation et à l'entretien des vêtements existants. Les campagnes et les mouvements sociaux en faveur de la mode durable peuvent sensibiliser aux différentes dimensions locales de l'industrie de la mode, et de meilleures données et indicateurs peuvent améliorer la transparence au sein du secteur.
2. **Promotion de l'équité** : Des systèmes de répartition équitable des richesses sont nécessaires pour garantir l'équité mondiale et intergénérationnelle. Parmi les exemples d'activités actuelles dans le secteur, citons les initiatives de mode éthique qui exigent et permettent un travail équitable et les débats fructueux sur les avantages potentiels du passage à la production locale.
3. **Création d'une gouvernance saine et juste** : Des processus participatifs et délibératifs robustes qui mettent l'accent sur l'inclusion, le dialogue ouvert et la diversité sont essentiels pour créer un changement durable. La bonne gouvernance encourage le renforcement des capacités et l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux de l'industrie de la mode.
4. **Adoption de nouveaux systèmes d'échange** : Des modèles d'échange innovants peuvent permettre à l'industrie de la mode de prospérer tout en répondant aux besoins de bien-être humain et environnemental, en offrant un travail digne, en régénérant l'environnement et en renforçant les liens communautaires. Il existe un certain nombre d'activités actuelles qui peuvent inspirer les acteurs du secteur en termes de transformation des pratiques et des scénarios de l'industrie de la mode, notamment la consommation collaborative (échanges entre pairs, location et abonnement s'appliquant à l'habillement), les coopératives, les entreprises sociales à but non lucratif, le label « B-Corp » pour les entreprises à impact positif, les écopreneurs et les achats de deuxième main.

Planification de la transition

Dans le cadre de ce projet, nous avons travaillé avec plus de 50 parties prenantes représentant différentes parties de la chaîne d'approvisionnement mondiale pour commencer à imaginer un changement

transformateur pour le secteur. Ces ateliers ont été organisés en ligne en janvier et février 2022. Sur la base de nos ateliers de collaboration avec un groupe de parties prenantes de l'industrie, nous avons défini les étapes suivantes que le secteur florissant de la mode et du textile peut suivre pour concrétiser sa transition vers la durabilité :

- 1. Création d'une économie du bien-être :** Nous recommandons que l'industrie se concentre à nouveau sur le bien-être des différentes parties prenantes, y compris les travailleurs, les consommateurs et ceux qui s'occupent des déchets de la mode. Pour cela, il faudra que l'industrie et les consommateurs prennent des mesures pour stimuler l'économie du bien-être, que des accords et une collaboration soient conclus au niveau mondial entre les secteurs et que des paramètres clairs soient définis pour mesurer les progrès en termes qualitatifs et quantitatifs. Cela nécessitera également de réduire considérablement les volumes de production, de participer à des discussions sur la responsabilité des consommateurs de vivre dans le respect des limites planétaires. Nous devons être disposés à poser des questions difficiles sur la possibilité de dématérialiser et de démanteler un système de mode mondial qui dépend de tendances en constante évolution et d'une rotation rapide des marchandises.
- 2. Conception de systèmes distributifs pour une équité globale et intergénérationnelle :** Cela nécessitera une transformation industrielle fondée sur des politiques et une redistribution des bénéfices pour améliorer les moyens de subsistance dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Un changement des structures de propriété et de la dynamique du pouvoir entre les parties prenantes et à travers les chaînes d'approvisionnement est nécessaire pour décoloniser la mode et assurer une distribution équitable de la valeur. Il est également nécessaire d'envisager des compensations de la part des communautés à hauts revenus vers les communautés à faibles revenus de la chaîne d'approvisionnement afin de réparer les dommages causés à ces communautés et à leurs écosystèmes.
- 3. Communication sur les transitions inclusives par des processus participatifs et délibératifs :** Ces processus de collaboration devraient s'aligner sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et s'efforcer de favoriser la diversité des cultures vestimentaires, y compris l'intégration des connaissances indigènes. Les initiatives de mode durable doivent représenter les valeurs de tous les membres des chaînes d'approvisionnement mondiales.
- 4. Établissement de nouvelles structures commerciales pour la fourniture et l'échange de biens et de services :** Cette évolution nécessite la normalisation de nouvelles formes de fourniture de vêtements, telles que des bibliothèques de mode, les plateformes de partage entre consommateurs, les marchés de seconde main, les entreprises sociales, les ateliers de réparation et les espaces de fabrication. Il est également nécessaire d'améliorer les données permettant de confirmer quels modèles commerciaux et quels matériaux offrent des options plus durables. Les communautés d'échange doivent être encouragées à reconnaître la valeur des vêtements, non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan culturel, et à rétablir des liens affectifs avec les vêtements afin de favoriser leur utilisation et leur entretien à long terme.

Contexte politique et opportunités pour l'économie du bien-être

La création d'économies de bien-être repose sur la mise en œuvre de propositions macro-politiques majeures visant à soutenir la transition vers une orientation autre que celle de la croissance économique, tout en permettant la redistribution des ressources et l'introduction de pratiques de mode régénératrices.

En Europe, des cadres politiques existent déjà pour des actions combinées visant à améliorer la réglementation du commerce et du travail dans l'industrie de la mode. Cependant, il est nécessaire d'appliquer une approche internationale beaucoup plus large, englobant des accords formels et contraignants, si l'on veut qu'un véritable changement se produise dans les délais requis pour répondre à l'ampleur des défis complexes auxquels le secteur est confronté.

Le cadre politique existant pour soutenir une industrie de la mode durable est encore trop axé sur l'optimisation et l'augmentation de l'efficacité au sein des schémas existants de la chaîne d'approvisionnement (par exemple, une meilleure conception pour la circularité, principalement axée sur le recyclage et l'utilisation de matériaux recyclés). Ces mesures sont certes louables, mais le cadre politique du

secteur européen de la mode doit être beaucoup plus audacieux et innovant pour transformer l'industrie en une économie du bien-être. Il devrait idéalement inclure :

- des réglementations plus strictes sur les produits de la mode et du textile produits au sein de l'UE et importés dans celle-ci ;
- une meilleure aide au démarrage et au financement d'entreprises durables et d'organisations à but non lucratif afin de leur permettre de monter en gamme et de perturber les opérateurs historiques de la « fast fashion » ;
- une intervention réglementaire plus importante sur les entreprises de fast fashion dont le siège est situé dans l'UE, y compris la possibilité d'imposer des limites et des plafonds de volume de production, la transparence des matériaux, le paiement de salaires décents aux travailleurs et la responsabilité pour les dommages environnementaux résultant de la production des intrants nécessaires à leurs chaînes d'approvisionnement ;
- des exigences plus strictes en ce qui concerne la fourniture de données, d'indicateurs et de paramètres de durabilité fiables et transparents, ainsi que la communication au public des performances relatives aux facteurs de bien-être.



Le changement de politique est crucial pour soutenir la création d'une économie du bien-être dans le secteur de la mode et du textile. Une réglementation avant-gardiste et des initiatives à l'échelle du secteur devraient encourager la mise en œuvre de limites et de seuils afin de ramener la production et la consommation à des niveaux durables, soutenir le développement de processus participatifs et redistributifs à l'échelle locale et mondiale, et encourager des transformations durables dans notre réflexion sur l'impact, la signification et la valeur des vêtements que nous fabriquons et portons chaque jour.

Notre travail avec les parties prenantes au cours de ce projet a mis en évidence des domaines prioritaires pour le changement et des opportunités politiques que nous pouvons saisir dès maintenant, dans les cadres politiques existants, et d'autres qui représentent un changement transformationnel et nécessiteront le soutien et l'élan d'un large pan du secteur et de la communauté pour être poursuivis.

Le passage d'une économie fondée sur la croissance à une économie du bien-être impliquera de multiples voies, niveaux et contextes. C'est dans cette optique que nous formulons les recommandations politiques suivantes, incluant les opportunités et les actions qui peuvent être entreprises dès maintenant pour accélérer

la transition au-delà de la croissance, et d'autres qui nécessiteront davantage de travail, d'élan et d'engagement de la part des parties prenantes.

Opportunités politiques pour les économies du bien-être dans le secteur de la mode et du textile

Caractéristique	Opportunités politiques
<p>Mise en place de limites</p> 	<p>Les recherches montrent que nous devons réduire les quantités de textiles et de vêtements que nous produisons et consommons. Les vêtements que nous continuons à fabriquer et à utiliser doivent être de meilleure qualité, être utilisés et entretenus plus longtemps et avoir un cycle de vie multiple (soit chez nous, soit sur les marchés de l'occasion et autres formes d'échange). Nous devons également mieux comprendre ce qui pousse à la surconsommation et à la surproduction et comment ces moteurs peuvent être réorientés dans le cadre d'une approche axée sur le bien-être.</p> <p><i>Recommandations dans le cadre des politiques existantes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans les cadres politiques existants, nous avons besoin de stratégies globales d'exigences en matière d'éco-conception, d'étiquetage et de systèmes de responsabilité élargie des producteurs (REP) – des stratégies faisant en sorte que les vêtements et textiles durables deviennent la norme. Ces stratégies doivent saisir toutes les occasions d'obtenir la qualité et la durabilité des vêtements, en faisant pression pour éliminer la surproduction et la consommation, et récompenser la remise en circulation. • Développer des programmes de REP afin d'encourager une plus grande attention à la qualité et à la réduction des volumes. Par exemple, les redevances de REP pourraient être augmentées lorsque certains seuils de volume sont atteints, de manière à encourager les marques à fournir des vêtements de haute qualité et de moindre volume sur le marché. • Élargir la politique et les incitations en matière d'économie circulaire pour qu'elles ne se limitent pas aux déchets et au recyclage, mais soutiennent des stratégies qui englobent véritablement la circularité dans tout le cycle de vie du produit. Il peut s'agir de taxes sur l'utilisation de fibres vierges, du développement de l'économie de la réutilisation et de la réparation par l'étude d'incitations fiscales, de remises et d'autres formes de soutien aux consommateurs et aux entreprises proposant des services de réparation, de réutilisation et de vente d'articles d'occasion, ainsi que d'options visant à obliger les marques de mode à proposer ces services à leurs clients. • Interdire l'exportation de déchets textiles ainsi que la destruction de vêtements et de produits textiles invendus ou excédentaires. • Soutenir les campagnes de sensibilisation du public qui mettent l'accent sur la réduction de la consommation. • Soutenir la formation des personnes aux pratiques de la mode durable telles que l'entretien, la réparation et la réutilisation des vêtements et des textiles. • Définir un cadre législatif clair pour les allégations concernant les produits dans la publicité afin de lutter contre le « greenwashing » (blanchiment écologique). <p><i>Une politique pour un changement plus transformateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des méthodes pour établir des budgets ou des limites en matière de vêtements, de ressources et de pollution. Il est possible de tirer des enseignements d'autres secteurs tels que les budgets carbone et les systèmes de quotas de pêche. Ces budgets devront être élaborés en établissant des liens clairs avec les limites planétaires et les autres politiques existantes en matière de climat et de durabilité, et le dialogue devra permettre de déterminer à quel niveau, à quelle échelle et sous quelle forme ces budgets pourraient être envisagés et appliqués. Les options d'application pourraient être basées sur des objectifs de réduction de l'utilisation des ressources ou des objectifs d'émissions basés sur la consommation, ou une combinaison des deux. Les objectifs seraient d'abord volontaires afin de renforcer les capacités et la sensibilisation au changement, mais ils seraient également assortis de voies et de délais clairement établis aboutissant à une application obligatoire. • Quantifier le rôle et comprendre les moteurs des plateformes/marchés de commerce électronique et de la publicité ciblée sur les plateformes de médias sociaux dans l'augmentation de la consommation de vêtements, et étudier les options réglementaires pour limiter l'exposition des consommateurs à cette forme de publicité.

Caractéristique	Opportunités politiques
<p data-bbox="164 255 306 309">Promotion de l'équité</p> 	<p data-bbox="363 255 1390 309">Nous devons mettre en place des systèmes de répartition équitable des richesses et des ressources afin de garantir une équité mondiale et intergénérationnelle.</p> <p data-bbox="363 322 919 349"><i>Recommandations dans le cadre des politiques existantes</i></p> <ul data-bbox="363 360 1430 920" style="list-style-type: none"> • Utiliser les exigences de diligence raisonnable et les normes des accords commerciaux de l'UE pour éliminer l'utilisation de produits chimiques dangereux et toxiques, réglementer l'utilisation d'autres produits chimiques et matériaux, et obliger les marques et les acheteurs à garantir des conditions de travail sûres et équitables (y compris des salaires décents) tout au long de leur chaîne d'approvisionnement. • Réviser les directives européennes sur les marchés publics afin d'y inclure des critères sociaux et environnementaux et d'obliger les entités publiques à choisir les options les plus durables dans leurs achats, plutôt que l'option la moins chère. • Renforcer la responsabilité de la chaîne de valeur par le biais de réglementations strictes en matière de diligence raisonnable, avec des dispositions spécifiques pour le secteur de la mode et du textile, et permettre une transparence totale de la chaîne d'approvisionnement par la divulgation publique de toutes les installations dans les chaînes de valeur. • Développer et utiliser des indicateurs de bien-être dans le secteur de la mode et du textile qui se concentrent sur les indicateurs sanitaires, sociaux et environnementaux, plutôt que sur les seules mesures financières et de revenus. Soutenir une série d'entreprises, d'autorités publiques et d'autres acteurs du secteur pour qu'ils collectent des données et établissent des rapports sur ces indicateurs afin d'utiliser ces informations dans leur prise de décision. <p data-bbox="363 931 887 958"><i>Une politique pour un changement plus transformateur</i></p> <ul data-bbox="363 969 1430 1518" style="list-style-type: none"> • La réglementation des pratiques d'achat est essentielle à l'amélioration des droits des travailleurs. À cet égard, la législation sur les pratiques commerciales déloyales dans le secteur de la mode et du textile est donc vitale pour s'attaquer à la négociation de prix d'achat disproportionnellement bas, de délais de livraison courts et de sous-traitance non autorisée. • Soutenir l'alignement mondial. Tenir des assemblées de parties prenantes pour créer un programme et une stratégie de transition vers une économie du bien-être pour le secteur de la mode et du textile. Cela permettrait de rassembler toutes les parties prenantes du monde entier autour d'un programme pour un salaire minimum vital mondial et de coordonner les organisations multilatérales et les institutions nationales et internationales pour aborder plusieurs pratiques clés du commerce durable, notamment les volumes d'échanges, la composition matérielle et chimique, la traçabilité et la transparence. • Il serait également nécessaire d'investir dans la transition vers des économies du bien-être afin d'identifier et de mettre en œuvre des mesures de redistribution qui soutiennent une transition juste et l'établissement d'une économie du bien-être pour les travailleurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Il est également nécessaire d'investir dans la régénération des environnements touchés par les impacts du secteur de la mode et du textile, notamment la pollution de l'eau.
<p data-bbox="164 1536 306 1615">Création d'une gouvernance saine et juste</p> 	<p data-bbox="363 1536 1430 1615">Cela nécessite des processus participatifs et délibératifs solides qui mettent l'accent sur l'inclusion, le dialogue ouvert et la diversité pour créer un changement durable. La bonne gouvernance encourage le renforcement des capacités et l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux de l'industrie de la mode.</p> <p data-bbox="363 1626 919 1653"><i>Recommandations dans le cadre des politiques existantes</i></p> <ul data-bbox="363 1664 1430 1753" style="list-style-type: none"> • Lancer des assemblées citoyennes européennes et nationales sur les indicateurs de bien-être pour notre économie et créer des processus délibératifs équilibrés et multipartites accompagnant les autorités européennes et nationales. <p data-bbox="363 1765 887 1792"><i>Une politique pour un changement plus transformateur</i></p> <ul data-bbox="363 1803 1430 2029" style="list-style-type: none"> • Créer des espaces sûrs et des processus clairs et délibératifs pour planifier une économie du bien-être au niveau mondial. Il s'agit notamment de garantir la participation d'un large éventail de parties prenantes, en veillant tout particulièrement à favoriser l'engagement des parties prenantes sous-représentées. • Soutenir les mouvements sociaux locaux et mondiaux qui défendent les processus délibératifs pour l'économie du bien-être et utilisent ces processus pour informer et examiner les politiques publiques. Il est également nécessaire d'enquêter sur les meilleures pratiques en matière de

Caractéristique	Opportunités politiques
	<p>formation de dialogues multipartites inclusifs en termes de composition, de capacité, de cartographie des problèmes et de processus décisionnels adéquats et efficaces.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer des systèmes d'éducation et d'apprentissage transformationnels pour les économies du bien-être en général, puis spécifiquement pour le secteur de la mode et du textile. Ces systèmes peuvent être utilisés pour modifier la culture et le discours sur la mode, par exemple en soutenant la diminution de la production et de la consommation de vêtements, l'amélioration de la qualité du travail, la capacité et la participation aux processus délibératifs, ainsi que la connaissance et la sensibilisation aux nouveaux modèles commerciaux. • Veiller à ce que la participation à des initiatives multipartites n'offre pas aux entreprises un « refuge » contre toute responsabilité juridique pour leurs actions.
<p>Adoption de nouveaux systèmes d'échange</p> 	<p>Des modèles d'échange novateurs peuvent permettre à l'industrie de la mode de continuer à prospérer tout en répondant aux besoins de bien-être humain et environnemental</p> <p><i>Recommandations dans le cadre des politiques existantes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Garantir un large soutien politique aux activités durables et moins axées sur le profit dans le secteur de la mode et du textile. Il pourrait s'agir de ressources pour les structures d'entreprises à but non lucratif, de réglementations garantissant un démarrage facile des entreprises à but non lucratif, d'incitations fiscales et d'autres aides telles que l'accès à des fonds de démarrage, le soutien d'incubateurs, des services juridiques et autres services aux entreprises. • Davantage d'initiatives de soutien et d'attention (y compris sur le plan financier) pourraient être consacrées aux pratiques de mode durable qui n'impliquent pas d'échange marchand, y compris les « design & repair cafés », les échanges de vêtements. Cela pourrait inclure l'élaboration d'études de cas et de guides pratiques sur les pratiques de mode sans échange marchand, le financement de démarrage et d'amorçage pour aider les lancements d'activités, et le soutien à la sensibilisation de la communauté. Cela pourrait être aligné sur la stratégie de l'UE en matière d'économie sociale. <p><i>Une politique pour un changement plus transformateur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Modification des cadres juridiques et réglementaires qui encouragent/préfèrent les structures d'entreprise à but non lucratif et imposent aux entreprises l'obligation de garantir une création de valeur environnementale et sociale. Cela pourrait inclure des directives sur les marchés publics afin d'intégrer les partenaires de l'économie sociale et à but non lucratif dans toutes les offres. • Un soutien accru à la nouvelle mode durable et à d'autres pratiques de mode non marchandes, notamment en facilitant la disponibilité de l'espace physique (par exemple, dans les centres-villes et les centres commerciaux existants) et l'accessibilité (par exemple, en subventionnant l'accès pour tous les membres de la communauté) aux services de « design & repair », aux échanges de vêtements, et en soutenant un large accès à la formation et aux compétences pour la réparation et la re-conception de vêtements.

